

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 12/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2025

Contexte et constats

Publié sur 

TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE

Raffinerie de Provence
La Mède BP 90020
13165 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES CEDEX
13220 Châteauneuf-Les-Martigues

Références : FR/JPP-D-2025-0156
Code AIOT : 0006401056

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2025 dans l'établissement TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE implanté Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 Châteauneuf-les-Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE
- Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 Châteauneuf-les-Martigues
- Code AIOT : 0006401056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La bioraffinerie TERF est située au Sud de l'Etang de Berre, au hameau de La Mède, sur la limite communale entre Châteauneuf-les-Martigues et Martigues. Inaugurée en 1935 pour une capacité de traitement de 500 000 tonnes, l'ancienne raffinerie de Provence traitait, jusqu'à sa reconversion, de l'ordre de 8 millions de tonnes de pétrole brut par an. Elle est autorisée depuis 2018 à exploiter des installations de bioraffinage de carburants (bio diesel et bio naphta), ainsi que des GPL, du propane et butane ; de l'AvGas (essence aviation) et de l'AdBlue (additif anti pollution).

Contexte de l'inspection :

- Pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Mesures d'urgence	1 jour
2	Déclaration d'incidents et accidents	Code de l'environnement, article R512-69	Mesures d'urgence	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les pluies exceptionnelles qui se sont abattues dans la nuit du 10 au 11 mars 2025 sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues ont généré le relargage le 11 mars de produits polluants par TERF dans le canal de Marseille au Rhône. Des investigations sont en cours pour caractériser ces produits et évaluer leur origine.

A la suite de l'inspection réalisée le lendemain et des constats relevés sur l'ensemble du site, des mesures conservatoires immédiates sont proposées afin d'éviter le risque de nouvelles pollutions et d'apprécier l'impact de la pollution du 11 mars sur l'environnement.

Un rapport d'incident devra être transmis ultérieurement pour analyser les éventuels dysfonctionnements qui auraient pu être évités et améliorer la détection de ce type d'évènement à l'avenir.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Effluents pollués ou susceptibles d'être pollués
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : « - utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; « - limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; « - respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; « - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ; « - prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. »

Constats :

A la suite de signalements d'odeurs à la DREAL par des écoles situées à Martigues le mardi matin 11 mars 2025, ayant mené au confinement d'élèves dans leur classe et à un appel de la société TERF informant l'Inspection d'un relâchement de produit de couleur noire dans le canal de Marseille au Rhône à la suite d'une purge de leur bassin d'orage le 11 mars 2025 matin, l'inspection s'est rendue sur place le 11 mars à 12h45.

De la visite sur site réalisée par sondage au niveau du canal de Marseille au Rhône, des rétentions des bacs et fossés des eaux pluviales de la zone ouest, des bassins de décantation 4 et 13, de la station de traitement des effluents du site, et des échanges avec l'exploitant, les points suivants ont été relevés :

- de fortes odeurs ont été constatées par l'Inspection, en compagnie de l'exploitant, sur l'ancienne route de Marseille, au nord ouest du site, au niveau des premières habitations. L'origine de ces odeurs, qui pourraient être similaires à celles perçues à Martigues, n'était pas connue au jour de l'inspection et doit être investigué (cf point de contrôle suivant)
- des nappes de produits surnageants de couleur noire, dont la nature doit être confirmée par les analyses des prélèvements réalisés, étaient visibles et en cours de pompage au niveau du canal de Marseille au Rhône. Selon l'exploitant, le pompage était terminé en fin de journée. Des boudins ont été mis en place pour confiner la pollution. Aucune irisation n'a été constatée visuellement par l'Inspection en aval de ces boudins. Cette pollution dans le canal de Marseille au Rhône serait liée :
 - aux premières purges du bassin d'orage A311, dont le niveau est passé de moins de 5m la veille au soir, à 13,5m le 11 mars à 5h20, pour une hauteur maximale de 14m (23 000 m3), en raison des pluies exceptionnelles (plus de 100 mm en quelques heures). Afin d'éviter l'atteinte de son niveau maximum, les eaux du bac qui sont susceptibles d'être polluées ont été purgées vers le canal, au lieu d'être re-routées comme habituellement vers la station de traitement des eaux usées.
 - Aux rejets de la station de traitement, qui n'a pas fonctionné correctement et dont l'émissaire se rejette dans ce même canal.
- De nombreuses nappes de produits polluants ont été relevées sur le site, et notamment au niveau du bassin de décantation 13 (produit de couleur rouge), des bassins d'observation, des bassins de clarification de la STEP, de l'ancien bassin d'orage situé à proximité de la décantation 13, au niveau du sol situé entre le bassin d'entrée de la décantation 13 et le bassin BR1, dans les cuvettes de rétention des bacs B15, B12, A6, A10, A9, A5, A2, A3, A22, A21, A37, A54 des fossés des rues H et J, de la rétention du SKID T21, de la fosse des voies etc. En outre, la fosse à huiles du bac de décantation 13 était pleine, suite à l'arrêt du pompage de cette fosse vers le bac de SLOPS dédié (B7). Si la pollution constatée au niveau des cuvettes de rétentions des bacs et très certainement liée à des résurgences de la pollution historique du site, puisque plusieurs des bacs concernés étaient vides ou démantelés, il est attendu de l'exploitant qu'il caractérise et détaille l'origine des autres pollutions constatées, et nettoie ou vidange les installations concernées pour éviter de nouvelles pollutions en cas d'autres épisodes pluvieux

A l'issue de ces constats, l'inspection propose à M. le préfet un arrêté de mesures d'urgence pris au titre du L512-20 du code de l'environnement pour la mise en œuvre de mesures conservatoires immédiates.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le projet d'arrêté préfectoral de mesures d'urgence proposé à M. Le préfet prévoit les mesures conservatoires immédiates suivantes (article 2 de l'Arrêté) :

L'exploitant est tenu de procéder aux mesures immédiates suivantes, suite à l'épisode de pluie exceptionnel survenu dans la nuit du 10 au 11 mars 2025 :

1. prendre les mesures nécessaires pour empêcher toute nouvelle pollution du milieu et plus particulièrement, pour éviter toute nouvelle contamination des eaux superficielles et des eaux souterraines, par la vidange ou le nettoyage des zones impactées par l'épisode de pluie survenue dans la nuit du 10 au 11 mars 2025 ; l'inspection est tenue informée régulièrement, et a minima quotidiennement, de leur mise en œuvre ;
2. s'assurer de la disponibilité des rétentions des capacités du site contenant ou susceptible de contenir des produits polluants ou dangereux pour l'environnement, y compris en cas de nouvelles fortes pluies ;
3. s'assurer de la disponibilité des installations permettant le confinement ou le bon fonctionnement du traitement des effluents aqueux du site pollués ou susceptibles d'être pollués et d'impacter le milieu naturel, y compris en cas de fortes pluies ; cette disposition vise notamment les équipements de la station de traitement des effluents aqueux du site, les ouvrages (bassins, collecteurs, pompes...) des décantations 4 et 13, les bassins d'observation Est et Ouest, les fosses et bacs de récupération des eaux huileuses et slops, le bassin d'orage A311. Les bassins des décantations 4 et 13 qui ne sont plus utilisés seront remis en service ou purgés de façon à éliminer les produits polluants surnageants.
4. Sans préjudice des dispositions de l'arrêté du 16/05/2018, réaliser une surveillance environnementale renforcée du site jusqu'à finalisation des mesures d'urgence visées aux alinéas précédents, et de leur validation par l'Inspection des installations classées qui porte a minima :
 - sur la réalisation de prélèvements et de mesures des effluents aqueux toutes les 4h issus des bassins d'observation et de la station de traitement des effluents aqueux pour les paramètres pH, hydrocarbures totaux ;
 - sur la réalisation de prélèvements et de mesures quotidiens des eaux de surface aux points ou à proximité des points de prélèvements visés à l'annexe 1 de l'AP du 02/05/2022 ;
 - sur la réalisation de prélèvements quotidiens et de mesures des eaux souterraines dans les ouvrages visés en annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 16/05/2018 pour les paramètres suivants : Niveau de flottant, indices organoleptique (couleur, aspect, turbidité), Hydrocarbures totaux ;
 - sur la mise en place d'une surveillance des COV dans l'air aux points prévus à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 02/05/2022 sur une nouvelle durée de 15 jours ;
 - sur la mise en place d'un prélèvement et d'une analyse des eaux ou des sols au droit des zones polluées, permettant d'identifier et caractériser le polluant. Les zones concernées sont a minima le bassin de décantation 13 (produit de couleur rouge), les surnageants des bassins d'observation et de l'ancien bassin d'orage situé à proximité de la décantation 13, le sol situé entre le bassin d'entrée de la décantation 13 et le bassin BR1, les surnageants dans les cuvettes de rétention des bacs B15, B12, A6, A10, A9, A5, A2, A3, A22, A21, A37 et A54, les fossés des rues H et J, la rétention du SKID T21, les surnageants pompés dans le canal de Marseille au Rhône

5 - Contrôler les dispositifs de sécurité des installations ayant pu être impactés par l'épisode de pluie exceptionnel survenu dans la nuit du 10 au 11 mars 2025 ;

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 1 jour

N° 2 : Déclaration d'incidents et accidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R512-69

Thème(s) : Risques accidentels, rapports suite à évènements
--

Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>

Constats :

<p>En application de l'article R.512-69 du Code de l'environnement, un rapport sur les événements ayant conduit aux pollutions constatées par l'Inspection le 11 mars 2025 et par l'exploitant, est transmis au préfet et à l'Inspection des installations classées dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'AP de mesures d'urgence visé au point de contrôle précédent.</p>
--

<p>Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations et analyses réalisées. Les photographies prises par l'exploitant (et notamment par le Drone) seront jointes et commentées dans ce rapport. L'origine des odeurs perçues le 11 mars 2025 par l'Inspection sur l'ancienne route de Marseille fera l'objet d'une analyse de l'exploitant.</p>
--

<p>Ce rapport propose toutes les mesures préventives et correctives capitalisées à l'issue de ces événements permettant d'éviter leur reproductibilité ou d'en limiter au mieux leurs conséquences. Des propositions seront faites en ce sens :</p>

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">• pour améliorer la surveillance et la disponibilité des installations de traitement ou de confinement des effluents aqueux susceptibles d'être pollués et de rejoindre le milieu naturel, notamment en cas de pluies intenses.• Pour équiper d'une détection en continu des hydrocarbures avec report en salle de contrôle les émissaires des bassins d'observation et de la purge du bassin d'orage.• Pour recenser et vidanger toutes les capacités fixes ou mobiles contenant des produits polluants ou dangereux pour l'environnement qui ne sont plus exploitées. |
|---|

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence
--

Proposition de délais : 15 jours
